



Mémoire et vérité

Paris le 12 mars 2016

LETTRE 16/03

100 ans après, la nouvelle guerre des Français

Le chef de l'État ayant déclaré que « *la France est en guerre* », il lui faut maintenant la conduire. Il appartient au Premier ministre de définir la stratégie générale et de mettre en œuvre de manière cohérente celles des différents ministères pour vaincre. Pour cela, il faut agir non seulement contre les terroristes actifs et identifiés, mais aussi, et simultanément, sur les causes plus profondes qui nourrissent un ennemi potentiel susceptible de se développer.

Où en sommes-nous, alors que le Premier ministre vient de déclarer, il y a quelques jours, que nous serons l'objet d'autres attaques de masse et qu'au Maroc, récemment, un attentat à l'arme chimique aurait été déjoué ?

Désigner l'ennemi

Il faut le faire de manière claire et précise sans se cacher derrière des mots abscons.

Qui sont-ils ceux qui assassinent sur notre sol ? Nous le savons bien : ce sont les « *fous de Dieu* » nourris à la drogue de l'islam radical, comme l'étaient hier les idéologues imprégnés du nazisme et du communisme.

Leur mode d'action privilégié en France est pour l'instant le terrorisme sous la forme d'une violence massive, brutale et médiatisée.

Dans le monde arabo-musulman, elle prétend s'inspirer de la *charia* pour justifier la soumission des personnes, la conquête de territoires afin de disposer de ressources financières et constituer ainsi des bases qui permettront de porter la terreur dans notre pays.

Désigner l'ennemi, Daesh et autres groupes terroristes de la nébuleuse djihadiste, se révèle indispensable pour éviter les confusions, permettre de mobiliser les Français et pour définir les meilleures stratégies à mettre en œuvre, non seulement militaire, sécuritaire, judiciaire et diplomatique, mais aussi financière, éducative, médiatique, démographique et technique, coordonnées dans un temps qui sera long, et dans l'espace, selon des objectifs clairs. Rien ne serait pire que de laisser se développer, pour quelque raison que ce soit, des zones de non droit comme autour de Calais ou dans certains quartiers de grandes villes françaises, véritables zones de repli et refuges pour les terroristes comme l'est apparemment devenue la commune de Molenbeeck en Belgique.

18, rue Vézelay 75008 Paris

Tél : 01 42 25 48 43 - Courriel : secretariat@asafrance.fr

Site : <http://www.asafrance.fr>

Association 1901 déclarée le 27 mai 1983. J.O. N° 57322 GR 182 - Fédération A. Maginot

Définir les buts de guerre

C'est répondre à la question : pourquoi faisons-nous la guerre ?

Il faut que tous les Français aient bien conscience de ce qui nous menace aujourd'hui et plus encore demain. Plutôt que de dénoncer les stigmatisations et amalgames, montrons les faits et expliquons les mécanismes terroristes.

Nous nous battons pour notre liberté, celle qui est constitutive de notre peuple. Il est composé d'hommes et de femmes libres qui entendent le demeurer, fût-ce au prix de leur vie, car la liberté est l'héritage le plus précieux que nous ayons reçu des générations précédentes.

Elles ont su nous le transmettre, au prix d'immenses sacrifices, ceux des poilus de Verdun comme ceux des combattants de Bir Hakeim, de Monte Cassino et de la Résistance.

Mobiliser et agir

Cette guerre concerne en priorité l'État et les institutions régaliennes, mais aussi tous les Français sans exception. Chacun a un rôle à jouer : enseignants, journalistes et chaque Français qui peut, par sa vigilance, son civisme et ses compétences, aider les forces de sécurité et parfois, très directement, sauver des vies. Face à un adversaire qui paraît insaisissable car il se fond dans la population, chaque citoyen doit se sentir concerné et agir en combattant afin de créer l'incertitude chez l'ennemi et aider à le démasquer avant qu'il ne tue.

Dans l'urgence, l'armée s'est déployée en renfort des forces de sécurité sur le territoire national, mais elle ne peut maintenir une telle posture dans la durée et dans des tâches de gardiennage sans réduire son entraînement, abaisser son niveau opérationnel et restreindre ses capacités d'action et d'intervention hors de la Métropole où elle mène simultanément le dur « combat de l'avant ».

En revanche, en appui des forces de sécurité, elle pourrait sans doute mener, avec des moyens spécialisés, des actions dynamiques dans certaines zones dont l'accès est parfois interdit par des bandes qui font régner leur loi et non celle de la République.

C'est aujourd'hui l'occasion d'éradiquer ces enclaves de non-droit obéissant aux lois claniques, d'y réimplanter l'État pour substituer aux trafics et pressions en tout genre une politique éducative et immobilière adaptée et une formation civique et professionnelle vigoureuse inculquant les valeurs de respect et de travail. Dans ce domaine, d'ailleurs, des anciens cadres de la Défense, de la police, de la gendarmerie et de la justice, entre autres, pourraient jouer un rôle actif.

La nouvelle guerre qui nous est imposée sera sans aucun doute longue et difficile. Elle ne peut toutefois nous surprendre puisque l'adversaire nous en a menacés depuis longtemps.

Elle ne doit pas non plus nous effrayer, mais elle exigera beaucoup de clairvoyance et de courage. Encore faut-il qu'au plus haut sommet de l'État on explique, on mobilise et on conduise cette guerre en y consacrant tous les moyens nécessaires.

Aussi, que l'on donne aux armées, instrument premier de la Défense et expression de l'unité nationale, les ressources indispensables à sa remontée en puissance. Il en va du succès de nos armes.

La confiance se nourrit de paroles mais aussi d'actions. Nous avons entendu des paroles guerrières, il faut maintenant passer aux actes et faire preuve de fermeté, de détermination et de foi en notre pays.

La REDACTION de l'ASAF